

WEISBORD, Merrily, *The Strangest Dream: Canadian Communists, the Spy Trials, and the Cold War*. Toronto, Lester and Denny, 1983. 255 p. 18,95 \$.

André C. Kuczewski

Volume 38, Number 2, Fall 1984

Bourgeoisies et Petites Bourgeoisies

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/304272ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/304272ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (print)

1492-1383 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Kuczewski, A. C. (1984). Review of [WEISBORD, Merrily, *The Strangest Dream: Canadian Communists, the Spy Trials, and the Cold War*. Toronto, Lester and Denny, 1983. 255 p. 18,95 \$.] *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 38(2), 271–275. <https://doi.org/10.7202/304272ar>

WEISBORD, Merrily, *The Strangest Dream: Canadian Communists, the Spy Trials, and the Cold War*. Toronto, Lester and Dennys, 1983. 255 pages. 18.95\$.

Contrairement à ce qu'on croit généralement, le Canada possède sa propre tradition communiste. Bien que jugée modeste selon les critères européens, elle n'en exerça pas moins une influence significative sur le mouvement syndical et sur la culture politique nationale. Cette tradition joua également un rôle de premier plan dans le domaine des arts, de la science, de la médecine et même dans celui des questions religieuses.

Qu'était le communisme au Canada? Voilà la grande question à laquelle tente de répondre Merrily Weisbord dans *The Strangest Dream*. L'auteur interprète son étude comme étant un exercice en vue de retracer les pistes effacées du Parti communiste du Canada (PCC), depuis le Krach de Wall Street jusqu'aux années suivant l'accusation accablante portée par Nikita S. Khrouchtchev contre Joseph Staline, lors du vingtième congrès du Parti communiste soviétique en 1956. En concentrant son attention dans cette direction, Weisbord espère également «to depict the circumstances in which men and women from varied backgrounds chose to be communists» (p. 7).

Potentiellement, *The Strangest Dream* avait tout pour devenir un classique dans son domaine. Cependant, un certain nombre de difficultés — résultat d'un manque de recherche dans les sources archivistiques de première main, d'un sentimentalisme moralisateur, de contradictions et de tendances répétées à lancer des affirmations sans présenter de documentation véritable pour les appuyer — se combinent au total pour donner une impression générale de laisser-aller. Non seulement *The Strangest Dream* souffre de ces faiblesses méthodologiques, mais sa construction laisse beaucoup à désirer.

Avant tout, Weisbord prend les bouchées beaucoup trop grosses. En dépit de son sous-titre, le volume n'est pas une véritable étude du Parti communiste du Canada *per se*, mais plutôt une histoire de ses expériences dans la province de Québec. Bien qu'elle aborde brièvement les activités du PCC en Ontario et dans l'Ouest canadien et qu'elle décrive l'influence d'individus aussi connus que Norman Bethune et Tim Buck sur les orientations politiques et sociales du parti, l'auteur de *The Strangest Dream* s'intéresse surtout aux efforts du Parti communiste du Canada dans *la Belle Province*.

Au Québec, comme d'ailleurs dans le reste du pays, la germination d'un mouvement communiste «local» s'enracina et s'épanouit au cours de la Grande Dépression, période particulièrement pénible et qui amena de terribles misères à la classe ouvrière. Emprisonnés dans un perpétuel état de misère et de privation ne laissant aucune porte de sortie, des milliers d'ouvriers joignirent les rangs du PCC suite à la frustration, à la colère et au mépris envers la nature inhumaine du système capitaliste. Pour ceux qui devinrent de fidèles partisans, le communisme portait une promesse de vie meilleure; philosophiquement, c'était la renaissance en plein vingtième siècle d'une libération qui allait enfin permettre aux opprimés et aux asservis, d'écraser avec succès les trois maux du capitalisme: l'exploitation, la pauvreté et l'appât du gain.

Cependant, sympathiser ouvertement avec la doctrine communiste (que ce soit en flirtant avec les idées de gauche ou en participant activement à l'organisation) était une décision personnelle qui demandait énormément de courage physique et moral. Nulle part cette réalité fut plus évidente qu'au moment de l'utilisation de la manière forte et des tactiques anti-démocratiques contre les membres du PCC par le premier ministre Maurice Duplessis à l'époque où ce dernier se donna la mission de harceler et de persécuter les communistes de la province d'une façon particulièrement perverse. Dans cette section de *The Strangest Dream*, Weisbord recrée avec intensité le climat et l'atmosphère d'une époque révolue où la punition, pour avoir candidement proclamé ses convictions dans un style s'apparentant au communisme, était cruelle et ne se faisait guère attendre. L'application, par Duplessis en 1937 de la fameuse Loi du Cadenas, permettait au procureur général de la province (fonction qu'il occupait également) de fermer tout local susceptible de donner refuge aux communistes ou à leurs «compagnons de route». Des centaines furent sommairement arrêtés sans mandat et furent privés de contact avec leur avocat. Plusieurs autres qui participaient régulièrement à des rassemblements publics visant à protester contre à peu près n'importe quoi, depuis le chômage jusqu'aux fondements racistes et militaires de l'Europe fasciste, furent matraqués sans merci par l'escouade équestre de la police provinciale. Le gouvernement fédéral, pour sa part, se lança également sans raison dans une campagne contre le PCC au Québec lorsqu'il utilisa à son profit des lois aussi

douteuses que discutables. Les communistes de la province se retrouvèrent régulièrement mis en accusation en vertu de l'article 98 du Code criminel stipulant qu'il était contraire à la loi de devenir membre d'une association «whose purpose was to bring about governmental, economic and industrial change». Bien que cet article fut éventuellement abrogé en 1945, les communistes n'en continuèrent pas moins de voir leurs libertés civiles mises en péril par d'autres lois répressives, la plus célèbre étant la loi des mesures de Guerre qui donnait à Ottawa *carte blanche*, soit le pouvoir d'arrêter et d'emprisonner arbitrairement.

Alors que la vaste majorité des Canadiens percevaient les communistes comme rien de moins que des rats d'égout, la situation du PCC subit un changement notable dans l'esprit des gens lorsque l'Union soviétique se joignit aux forces des Nations alliées pour combattre celles de l'Axe Rome-Berlin-Tokyo, peu après que les légions d'Hitler eurent lancé un *blitzkrieg* massif contre la mère patrie Russie en juin 1941. L'ancienne infâme «Menace rouge» était heureusement devenue un partenaire bienveillant et précieux dans la guerre contre la tyrannie fasciste. Bon nombre d'hommes politiques des gouvernements fédéral et provincial qui, quelques jours auparavant, s'étaient fixés comme priorité de faire disparaître tout vestige de la gauche radicale, commencèrent curieusement à appliquer la pédale douce au sujet des maux du communisme. Certains, comme le premier ministre William Lyon Mackenzie King, allèrent même aussi loin que reconnaître et louer la contribution communiste à l'effort de guerre.

Les simples membres du PCC au Québec (et au Canada dans son ensemble) jouirent d'accommodements relativement agréables de la part de leurs anciens persécuteurs alors qu'ils étaient au faite d'une vague de popularité sans précédent. Le 9 août 1943, la fièvre atteignit son paroxysme lorsque Fred Rose, un des principaux dirigeants du PCC, remporta de justesse l'élection dans la circonscription fédérale de Montréal-Cartier, devenant ainsi le premier communiste démocratiquement élu à siéger à la Chambre des Communes. Les circonstances de la politique avaient en effet engendré deux étranges compagnons de lit.

La lune de miel du PCC avec le noyau de la société canadienne s'avéra de courte durée. Lorsque les relations de l'Ouest avec Moscou se détériorèrent rapidement après la capitulation sans condition des vaincus en 1945, le PCC commença à ressentir les vents déchirants d'une opinion publique hostile. Alors que la Guerre froide alimentait les flammes de l'antagonisme des super-puissances jusqu'à un dangereux niveau d'éclatement, les jours où le PCC se prélassait aux chauds rayons de la faveur populaire, allaient sans cérémonie tirer à leur fin de façon abrupte et désappointante. À nouveau, le Parti communiste du Canada entra dans une période de grande noirceur et retrouva tristement son rôle de *bête noire* de l'establishment politique canadien.

La croyance largement répandue, voulant que le communisme soit un anathème de la société canadienne dont elle devait être exorcisée avant qu'il ne corrompe irrémédiablement la nation, fut davantage accentuée dans la conscience collective par la divulgation d'un événement imprévu le 5 septembre 1945. Ce jour-là, Igor Gouzenko, un obscur employé aux chiffres de l'ambassade de l'Union soviétique à Ottawa, manifesta son désir de désertir aux auto-

rités de la Gendarmerie royale. L'incident, en tout et partout, aurait été considéré comme une nouvelle sans importance n'eussent été les révélations de Gouzenko au sujet d'un vaste et efficace réseau d'espionnage en sol canadien. Du jour au lendemain «l'affaire Gouzenko» déclencha une honteuse vendetta contre le PCC. Des arrestations massives de communistes suivirent bientôt et ce, en vertu des dispositions de la Loi des secrets officiels. «They were denied *habeas corpus*, the right to be brought before a judge within twenty-four hours of being arrested to hear the charges, and they were isolated from communication with the outside world: no newspapers or radios, no visits from family or lawyers.» (p. 145)

Une fois la poussière finalement retombée sur la tourmente, vingt membres du PCC furent formellement accusés d'avoir transmis des documents à usage restreint à un pays étranger. Neuf d'entre eux furent trouvés coupables, neuf autres furent acquittés, un fut condamné à l'amende et un dernier vit tomber l'accusation, probablement faute de preuves suffisantes. Le plus célèbre et de loin le plus sensationnel de ces drames de cour se termina le 16 juin 1946 lorsque Fred Rose fut trouvé coupable d'avoir illégalement transmis aux Russes des secrets militaires volés. Bien que Weisbord ne remette absolument pas en question la *sentence finale* rendue contre le député communiste de Montréal pour avoir collaboré activement avec des agents soviétiques, elle soutient néanmoins vigoureusement que les *procédures* criminelles contre Rose furent une farce gigantesque et une parodie monumentale de la justice.

Rose fut condamné à la prison pour le rôle qu'il joua dans la transmission de données secrètes concernant une substance hautement explosive, le RDX. Bien que Rose ait été hors de tout doute la «taupe» qui livra la formule chimique à son agent de liaison russe, Weisbord insiste sur le fait que de toute façon cela avait fort peu d'importance, puisque le Ministère de la Défense avait accueilli une délégation de visiteurs russes durant la guerre et lui avait fait visiter l'usine de Shawinigan où était fabriqué le RDX. A partir de cet énoncé, Weisbord soutient qu'il n'existait ultérieurement aucune raison d'envoyer Rose à son procès. De l'avis de l'auteur, une conjuration très secrète était résolue à trouver à tout prix un bon prétexte pour déclencher une chasse aux sorcières contre le PCC. Weisbord prétend également que Rose servit de bouc-émissaire afin de prouver aux yeux du grand public que le témoignage de Gouzenko au sujet de la filière d'espions russes était fondé. Les allégations de Weisbord sont en effet très troublantes. Peu importe ce qu'on est disposé à penser, les preuves documentaires sérieuses font défaut.

Jugeant la façon dont le PCC fut ignominieusement traqué tout au long des années trente et quarante, il ne semble pas, à tout prendre, déraisonnable de prendre ses conclusions pour de l'argent comptant. Mais, bien qu'il soit tentant de sympathiser avec la façon de voir de Weisbord, elle manque de preuves sérieuses pour assurer l'étanchéité de son dossier; et ceci on doit le souligner, car elle manque d'exemples probants. Admettre toute autre ligne de conduite revient à rabaisser la science historique en la transformant en un libre forum où toutes les idées sont plausibles et également valables. On ne saurait se trouver plus loin de la vérité!

Weisbord ne tente même pas de dissimuler la grande admiration et le respect qu'elle porte au PCC. De fait, elle est envoûtée par le mouvement

communiste, ce qui souvent l'amène à biaiser. Elle dépeint les membres du PCC dans des dimensions plus grandes que nature, laissant entendre par là que seuls les communistes possédaient la volonté et la vigueur nécessaires pour dénoncer et corriger les innombrables injustices empoisonnant la société canadienne, comme si les citoyens des autres horizons politiques n'étaient pas décidés à panser les plaies vives du corps national. L'auteur rejette totalement l'idée que les partisans du PCC fussent des personnes bien intentionnées, mais également habitées par une sorte de romantisme utopique qui leur faisait idéaliser un modèle inaccessible d'organisation humaine. À peine Weisbord a-t-elle posé sur papier ses dernières réflexions, qu'elle semble changer d'opinion. Revenant sur une hypothèse de départ, Weisbord en vient à signaler que «(t)he *mythology of (Canadian) communism had always been inextricably bound up with the Soviet Union, the prime example of a communist state. No one had desired or dared to think it less than perfect.*» (pp. 215-216. C'est nous qui soulignons).

Cette vision pour le moins aveugle des choses s'avéra clairement fautive lorsque Khrouchtchev fit la critique acerbe de son défunt patron. Aussi, ne faut-il pas s'étonner de ce que les militants du PCC reconnaissent avoir fait fausse route et préfèrent se retirer *en masse* du parti, plutôt que de poursuivre aveuglément un but éternellement insaisissable. Le doux rêve du PCC avait tourné au vinaigre et la plupart des militants acceptèrent de croire ce qu'ils voyaient. C'était une décision déchirante mais réaliste.

Administration and Policy Studies
Université McGill

ANDRÉ C. KUCZEWSKI